



N° 532

COMMISSION
TOUS LES LIEUX D'AFFECTATION

■	Liste des agents locaux proposés par les services pour un reclassement au sein d'une même profession. Bruxelles 2	
■	Demande et réclamation des fonctionnaires et des autres agents - Application de l'article 90 du statut	3
Da	Præmier og æresbevisninger	8
De	Preise und Ehrenzeichen	8
El	Βραβεία και τιμητικές διακρίσεις	9
En	Prizes and honours	9
Es	Premios y distinciones honoríficas	10
Fr	Prix et distinctions honorifiques	10
It	Premi e onoreficenze	11
Nl	Prijzen en onderscheidingen	11
Po	Prémios e distinções honoríficas	12

**Liste des agents locaux proposés par les services
pour un reclassement au sein
d'une même profession, Bruxelles.
(par ordre alphabétique)**

de C vers B	INGELS Jacqueline
de I vers C	LAERMANS Jan SALAKENOSlanis SOLDATI Piero
G 2 vers 1	BISSOT Jacques DEHILI-BENSOUNA Safia DEWAMME JANSSENS Françoise FEYS Daniel
G 3 vers 2	ALBANESE Emanuele BAGGIO Lucia BEGHON Chantai BEUZARD Jean Claude CALVO-SUERO MALNOURY Martine CERVESATO Mauro CHRISTIANSEN Ivar COLLIN Gauthier CUN HUA N'GUYEN DE SCHEPPER Eddy DEWOLF-DE VEYLDER Carmen FUNARI Enzo GILLISSEN Raymonde GRUTTADAURIA-ARPIDONE Santa KOUYOUUMDJISKY Patrick LAMARRA Paolo POLAKIS-LEMONTZIS Marika PUTZU-LODDO Giuseppina SAKALIS Athanassios STOCKBROEKX Francis VAN HOUTTE Jean

BANKEN Stephan
BERTINO Marie-Jeanne
CERAULO Mario
DECEMBRY Christine
DEGROOF Rudy
DELLA VECCHIA Angelo
DESTERBECK Patrick
FERIRE Jacques
GALETTI Giuseppe
GEENIS Mildred
GIUDICI Serge
GREGOIRE Willy
HADJIZERVOUDAKIS Fotios
JACQUEMIN Philippe
LEONET Philippe
LIZEN Jean Paul
MEI Antonio
PALERMO Giuseppe
PANNUNZIO Antonio
PAUL Daniel
RABOTTINI Riccardo
SEGBERS Marc
STATHOYANNIS Ni coLaos
VAN MEERBEECK Daniel
WUNDERLIN Marc
ZOPPEDU Salvatore

Demande et réclamation des fonctionnaires et des autres agents. Application de l'article 90 du statut.

Les dispositions statutaires prévoient que le fonctionnaire - et par analogie, les autres agents à l'exception des agents locaux - peut adresser une demande ou une réclamation au titre de l'article 90 du statut. Cette voie de recours lui donnera accès, le cas échéant, à la Cour de Justice des Communautés européennes.

L'agent local peut s'adresser à l'autorité compétente par une demande ou une réclamation dans les mêmes conditions que le fonctionnaire. Toutefois, un éventuel litige sera porté devant la juridiction spécifique visée par la Réglementation à laquelle il est soumis.

1. La demande :

- s C'est la requête par laquelle le fonctionnaire demande à l'autorité compétente de prendre à son égard une décision par référence à une disposition statutaire;

Par exemple: demande de congé de convenance personnelle sur la base de l'article 40 du statut.

Sauf exception expressément précisée par une communication officielle, il ne peut pas s'agir de la révision d'une décision faisant grief déjà arrêtée (cf. point 2 ci-dessous).

Une demande peut être introduite à tout moment :

- soit au titre de l'article 25 du statut par l'envoi d'une note à l'autorité compétente;
- soit au titre de l'article 90 S 1 du statut selon la procédure en usage (cf. point 4 ci-dessous);
- soit sans référence à une voie de recours par l'envoi d'une note au service concerné qui préparera la réponse à la signature de l'autorité compétente.

Dans tous les cas, le défaut de réponse à l'expiration d'un délai de quatre mois équivaut à une décision implicite de rejet de la demande, étant entendu qu'une réponse d'attente n'a aucun effet sur les délais qui continuent à courir à partir de la date d'introduction de la demande.

Les décisions implicite et explicite de rejet sont attaquables par voie de réclamation, mais elles ne feront courir les délais pour un éventuel recours à la Cour de Justice que s'il s'agit d'une première décision, et non de la confirmation du rejet à une date antérieure d'une demande ayant le même objet.

2. La réclamation :

C'est la requête par laquelle le fonctionnaire demande à la Commission de prendre une décision autre que celle arrêtée par l'autorité compétente qui lui fait grief, soit que l'autorité ait pris une décision explicite, soit qu'elle se soit abstenue de prendre une mesure imposée par le statut ou de répondre explicitement à une demande (cf. ci-dessus, point 1).

3. Les délais :

La réclamation, comme la demande, peut être introduite à tout moment. Mais si elle a été introduite hors des délais prescrits, un éventuel recours à la Cour de Justice pourrait être déclaré par cette dernière irrecevable pour tardiveté.

Ce délai est de trois mois à partir du jour où le fonctionnaire a eu connaissance de "la décision lui faisant grief par publication, notification ou défaut de réponse à une demande.

Dans les mêmes conditions que pour la demande, le défaut de réponse à une réclamation équivaut, à l'expiration d'un délai de quatre mois, à une décision implicite de rejet attaquable par voie de recours devant la Cour de Justice dans un délai de trois mois à partir du jour où le fonctionnaire en a eu connaissance.

4. La procédure administrative en usage :

a) l'introduction d'une demande ou d'une réclamation au titre de l'article 90 du statut :

La procédure administrative en usage à la Commission a, entre autres avantages, celui de conférer une date certaine à la démarche du fonctionnaire par enregistrement au Secrétariat général.

- L'original de la demande ou de la réclamation, adressée au Président de la Commission, est transmis par la voie hiérarchique à l'aide du formulaire n° 1 après visa des supérieurs hiérarchiques.

Au cas où la demande ou la réclamation concerne le supérieur hiérarchique direct, la requête peut être présentée directement à l'autorité immédiatement supérieure (article 90 § 3 du statut).

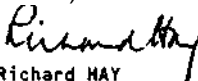
- La copie de la demande ou de la réclamation, signée par le fonctionnaire est transmise par ses soins à l'aide du formulaire n° 2 au Secrétariat général qui lui délivre un accusé de réception daté et numéroté.

b) la transmission de la réponse :

~ en cas de demande : la réponse est envoyée sans formalité particulière, sauf pour la demande au titre de l'article 90 § 1 qui peut être adressée par la voie hiérarchique

- en cas de réclamation : la réponse est remise à l'intéressé par la voie hiérarchique et contre signature d'un accusé de réception.

Des exemplaires de la présente circulaire et des formulaires n° 1 et n° 2 sont disponibles auprès de chaque direction générale ou service ou à la division IX.A.1. ("Statut": TRI 2/152 A, tél. 528.11).


Richard MAY

Les autres langues seront publiées ultérieurement.

DOCUMENT INTERNE
QUESTION DE PERSONNEL

A la Commission des Communautés européennes

Demande/Réclamation (1) adressée à
L'Autorité investie du pouvoir de nomination
au titre de L'article 90 du statut des fonctionnaires

PAR LA VOIE HIERARCHIQUE

Objet :

émanant de H./Mme/Mlle :

n° personnel :

grade :

affectation :

adresse administrative/privée (2) :

date et signature :

Observations éventuelles, date et visa des supérieurs hiérarchiques :

Date :

Visa :

Directeur général :

Directeur ou Chef de Service :

Chef de division ou du Service spécialisé :

(1) Biffer la mention inutile

(2) Pour les anciens fonctionnaires et agents

DOCUMENT INTERNE
QUESTION DE PERSONNEL

A Monsieur le Secrétaire Général
de la Commission

(Bureau : Berl. 11/65)

Je vous remets ci-joint, pour enregistrement, copie de la demande/réclamation (1) que j'introduis au titre de l'article 90 du statut.

Objet :
.

Nom, prénom :

N° personnel :

Grade : (Date et signature)

Affectation (D.G., Service, etc.) :

Adresse administrative/privée (2) :

Date d'envoi de l'accusé de réception :

N° d'enregistrement :

Cachet à date du Service responsable

- (1) Rayer la mention inutile
(2) Pour les anciens fonctionnaires et agents

(à remplir par le demandeur)

Accusé de réception
de la demande/réclamation (1)

N° d'enregistrement :

Cachet à date du Service responsable

Nom, prénom :

Adresse :

Objet :
.

- (1) Rayer la mention inutile
(2) Pour les anciens fonctionnaires et agents

DA

Præmier og æresbevisninger

Tjenestemænd og øvrige ansatte gøres herved opmærksom på, at de i henhold til artikel 11, stk. 2, i vedtægten for tjenestemænd ikke uden ansættelsesmyndighedens samtykke fra en regering eller fra anden side uden for den institution, de tilhører, kan modtage titler, ordner, æresbevisninger, begunstigelser, belønninger, gaver eller vederlag af nogen art, bortset fra sådanne, der tildeles for tjenester før udnævnelsen eller for tjenester under en orlov til aftjening af værnepligt eller anden national tjeneste.

Kommissionen har flet oplyst, at visse private organisationer, hvis betegnelse kan skabe forvirring med hensyn til deres forbindelse med De europæiske Fællesskaber, tildeler præmier og æresbevisninger under henvisning til fortjenester på europæisk plan.

Kommissionen vil gerne indskærpe, at disse organisationer ikke kan gøre gældende, at dette sker med dens samtykke. Der tildeles ikke nogen æresbevisning med Kommissionen som protektor.

Alle supplerende oplysninger fås ved henvendelse til afdeling IX.A.S. (Colette JANS, tlf. 53815).

DE

Preise und Ehrenzeichen

Die Beamten und Bediensteten werden daran erinnert, daß sie Laut Artikel 11 Absatz 2 des Beamtenstatuts ohne Zustimmung der Anstellungsbehörde weder von einer Regierung noch von einer anderen Stelle außerhalb ihres Organs Titel, Orden, Ehrenzeichen, Vergünstigungen, Geschenke oder Vergütungen irgendwelcher Art annehmen dürfen, außer für Dienste vor ihrer Ernennung oder für Dienste während eines Sonderurlaubs zur Ableistung des Wehrdienstes oder anderer staatsbürgerlicher Dienste, sofern sie im Zusammenhang mit der Ableistung solcher Dienste gewährt werden.

Der Kommission ist bekannt, daß bestimmte private Organisationen, deren Name hinsichtlich ihrer Verbindung zu den Europäischen Gemeinschaften zu Verwechslungen Anlaß geben kann. Preise sowie Titel und Orden für Verdienste um Europa vergeben.

Die Kommission legt Wert auf die Feststellung, daß diese Organisationen ohne ihre Einwilligung handeln. Die Kommission ihrerseits verleiht keinerlei Orden und Titel.

Weitere Auskünfte erhalten Sie bei der Abteilung IX.A.5 (Colette JANS, Tel. 53815).

Βραβεία και τιμητικές διακρίσεις

Υπενθυμίζεται στους υπαλλήλους και το λοιπό προσωπικό ότι, σύμφωνα με το άρθρο 11, εδάφιο 2, του υπηρεσιακού κανονισμού, δεν μπορούν να δεχτούν από κυβέρνηση ή άλλο φορέα εκτός του οργάνου στο οποίο υπηρετούν, χωρίς την άδεια της αρμόδιας για τους διορισμούς αρχής, τιμητική διάκριση, παράσημο, εύνοια, δώρο, αμοιβή, οποιασδήποτε φύσης εκτός εάν απονέμονται για υπηρεσίες που παρασχέθηκαν είτε πριν από το διορισμό τους, είτε στη διάρκεια ειδικής άδειας για την εκπλήρωση στρατιωτικής ή άλλης πολιτικής υπηρεσίας.

Η Επιτροπή ενημερώνεται για τις περιπτώσεις που ορισμένοι ιδιωτικοί οργανισμοί, των οποίων οι ονομασίες μπορούν να προκαλέσουν σύγχυση όσον αφορά τη σχέση τους με τις Ευρωπαϊκές Κοινοότητες, απονέμουν βραβεία και τιμητικές διακρίσεις που έχουν σχέση με ευρωπαϊκές αξίες.

Η Επιτροπή επιθυμεί να διευκρινίσει ότι οι οργανισμοί αυτοί δεν μπορούν να επικαλεσθούν τη συγκατάθεση της. Καμμία τιμητική διάκριση δεν απονέμεται υπό την κάλυψη της.

Για συμπληρωματικές πληροφορίες: τμήμα IX.Α.5
(COLETTE JANS, τηλ. 53815).

Prizes and honours

Officials and other staff are reminded that under the second paragraph of Article 11 of the Staff Regulations they may not, without the permission of the appointing authority, accept from any government or from any other source outside the institution to which they belong any honour, decoration, favour, gift or payment of any kind whatever, except for services rendered either before their appointment or during special leave for military or other national service and in respect of such service.

The Commission has been informed that certain private organizations, whose names could lead to confusion as regards their link with the European Communities, are awarding prizes and conferring honours referring to achievements in the European context.

The Commission would like to point out that these organizations are not entitled to claim Commission approval. No honours are conferred under its patronage.

For further information please contact: Division IX/A/5
(ColetteJans, Tel: 53815)

ES

Premios y distinciones honoríficas

Se recuerda a los funcionarios y agentes que, de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 2 del artículo 11 del Estatuto de los funcionarios, no pueden aceptar de un gobierno o de una entidad externa a la institución a la que pertenecen, sin autorización de la autoridad facultada para proceder a los nombramientos, ninguna distinción honorífica, condecoración, donación, o retribución, sea cual fuere su naturaleza, salvo en el caso de servicios prestados antes de su nombramiento o durante la excedencia especial por servicio militar o nacional, y únicamente en base a tales servicios.

La Comisión ha sido informada que determinados organismos privados, cuyas denominaciones pueden prestarse a confusión por lo que respecta a sus vínculos con las Comunidades Europeas, conceden premios y distinciones honoríficas haciendo referencia a méritos europeos.

La Comisión desea precisar que dichos organismos no pueden invocar su consentimiento. Bajo el patronato de la Comisión no se concede ninguna distinción honorífica.

Para toda información complementaria: división IX.A.5
(Colette JANS, tél. 53815).

FR

Prix et distinctions honorifiques

II est rappelé aux fonctionnaires et agents que, aux termes de l'article 11, alinéa 2, du statut des fonctionnaires, ils ne peuvent accepter d'un gouvernement ni d'aucune source extérieure à l'institution à laquelle ils appartiennent, sans autorisation de l'autorité investie du pouvoir de nomination, une distinction honorifique, une décoration, une faveur, un don, une rémunération, de quelque nature qu'ils soient, sauf pour services rendus soit avant leur nomination, soit au cours d'un congé spécial pour service militaire ou national, et au titre de tels services.

La Commission est informée du fait que certains organismes privés, dont les dénominations peuvent prêter à confusion en ce qui concerne leur lien avec les Communautés européennes, décernent des prix et des distinctions honorifiques faisant référence à des mérites européens.

La Commission tient à préciser que ces organismes ne peuvent se prévaloir de son agrément. Aucune distinction honorifique n'est décernée sous son patronage.

Pour toute information complémentaire : division IX.A.5
(Colette JANS, tél. 53815).

Premi e onorificenze

Si ricorda ai funzionari e agenti che, ai sensi dell'articolo 11, secondo comma, dello Statuto, senza l'autorizzazione dell'autorità che ha il potere di nomina essi non possono accettare da un governo, né da enti o persone estranei all'istituzione di appartenenza, onorificenze, decorazioni, favori, doni, compensi di qualsiasi natura, salvo che per i servizi resi sia prima della loro nomina, sia nel corso di un congedo straordinario per il servizio militare o nazionale, e a motivo di tali servizi.

La Commissione è al corrente del fatto che alcuni organismi privati, le cui denominazioni possono dar luogo a confusione quanto al loro nesso con le Comunità europee, conferiscono premi e onorificenze facendo riferimento a meriti europei.

La Commissione intende precisare che detti organismi non possono avere il suo avallo. Nessuna onorificenza viene conferita sotto il suo patrocinio.

Per ogni ulteriore ragguaglio: divisione IX. A. 5
(Colette Jans, tei. 53815)

Prijzen en onderscheidingen

De ambtenaren en andere personeelsleden worden eraan herinnerd dat zij krachtens artikel 11, tweede alinea, van het Statuut van de ambtenaren, zonder machtiging van het tot aanstelling bevoegde gezag geen eerbewijzen, onderscheidingen, gunsten, giften of beloningen van welke aard ook mogen aanvaarden van een regering of wie dan ook buiten hun Instelling, behalve wegens voor hun aanstelling bewezen diensten of wegens diensten welke gedurende een bijzonder verlof ter zake van militaire dienst of andere nationale dienst uit hoofde van zodanige dienst zijn bewezen.

De Commissie heeft vernomen dat bepaalde particuliere instanties waarvan de naam ten onrechte de indruk kan wekken dat er een band bestaat met de Europese Gemeenschappen, prijzen en onderscheidingen toekennen voor Europese verdiensten.

De Commissie wil duidelijk stellen dat deze instanties hiertoe niet door haar zijn gemachtigd. Geen enkele onderscheiding wordt onder haar auspiciën toegekend.

Voor nadere inlichtingen wende men zich tot Afdeling IX.A.5
(Colette JANS, toestel 53815).

Prémios e distinções honoríficas

Recorda-se aos funcionários e agentes que, nos termos do segundo parágrafo do artigo 110 do Estatuto dos Funcionários, não podem aceitar de um governo ou de qualquer outra procedência estranha à instituição a que pertencem, sem autorização da entidade competente para proceder a nomeações, qualquer distinção honorífica, condecoração, privilégio, dádiva ou remuneração seja qual for a sua natureza, salvo por serviços prestados, quer anteriormente à sua nomeação, quer no decurso de uma interrupção específica para prestação de serviço militar ou nacional, e a título de tais serviços.

A Comissão está informada do facto de que determinadas entidades privadas, cujas denominações podem suscitar confusão no que respeita ao seu vínculo com as Comunidades Europeias, concedem prémios e distinções honoríficas fazendo referência a méritos europeus.

A Comissão faz notar que tais entidades não podem invocar a sua autorização e que nenhuma distinção honorífica é concedida sob seu patrocínio.

Para qualquer informação : Divisão IX.A.5
(Colette JANS, tei. 53815)